

MESSAGE N° 209 21 septembre 2010
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur les impôts cantonaux directs

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1). Après une brève introduction, ce message donne les motifs et l'étendue de la révision et ses conséquences. Il contient également un commentaire des articles modifiés.

1. INTRODUCTION

La présente révision comprend 5 thèmes principaux:

- elle donne suite à trois motions acceptées par le Grand Conseil en 2008 et 2009 (motion 1010.07 Stéphane Peiry/Pierre-André Page concernant une réduction de l'imposition des personnes physiques et morales, motion 1013.07 Markus Bapst/Jean-Louis Romanens concernant l'allègement fiscal pour un développement durable et un soutien à la famille, et motion 1076.09 Emmanuel Waeber/Jean-Pierre Thürler concernant les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des partis);
- elle propose, dans le but d'accroître la compétitivité de notre canton en comparaison intercantonale et d'anticiper les conséquences du dialogue entre la Suisse et l'Union européenne à propos des statuts fiscaux cantonaux, de diminuer de 10% les impôts des sociétés et des personnes morales;
- elle propose de modifier les règles en matière de compensation des effets de la progression à froid;
- elle met en œuvre le deuxième volet de la loi fédérale sur la réforme de l'imposition des entreprises II;
- elle apporte quelques corrections imposées par la loi d'harmonisation fiscale.

2. MOTIONS TRAITÉES

2.1 Motion 1010.07 Stéphane Peiry/Pierre-André Page

Par motion déposée et développée le 13 avril 2007 (*BGC* p. 608), les députés Stéphane Peiry et Pierre-André Page demandent une réduction linéaire de 10% de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques ainsi que de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales.

Cette motion a été acceptée par le Grand Conseil le 2 avril 2008.

Le projet donne suite aux points non encore traités dans ses articles 37 al. 3 et 62 al. 1.

Compte tenu des mesures fiscales qui ont déjà été prises les années précédentes (baisses successives du coefficient, révisions LICD 2008 et 2009), cette motion est ainsi liquidée. S'agissant de l'impôt sur la fortune, la réduction aurait pu se limiter à environ 1%.

2.2 Motion 1013.07 Markus Bapst/Jean-Louis Romanens

Par motion déposée et développée le 8 mai 2007 (*BGC* p. 609), les députés Markus Bapst et Jean-Louis Romanens demandent de modifier certaines dispositions de la LICD dans le but d'alléger l'imposition de la famille, de baisser linéairement les barèmes de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de réduire l'imposition des entreprises.

Cette motion a été acceptée par le Grand Conseil le 2 avril 2008.

Le projet donne partiellement suite à cette motion dans ses articles 21 al. 3, 31 al. 1, 37 al. 3, 104 al. 4, 106 al. 1 et 1^{bis}, 111 et 112 al. 5 let. b.

2.3 Motion 1076.09 Emmanuel Waeber/Jean-Pierre Thürler

Par motion déposée et développée le 29 juillet 2009 (*BGC* p. 1516), les députés Emmanuel Waeber et Jean-Pierre Thürler demandent d'introduire dans la loi fiscale une base légale permettant de déduire fiscalement les dons et cotisations versés aux partis politiques à partir du 1^{er} juillet 2010. Ils proposent de limiter la déduction à un montant maximal de 5000 francs.

Cette motion a été partiellement acceptée par le Grand Conseil le 2 février 2010. La motion a en effet été rejetée en ce qui concerne l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2010.

Le projet donne suite à cette motion dans son article 34 al. 1 let. i.

2.4 Etat de situation concernant les motions acceptées par le Grand Conseil

Avec le présent projet, les nombreuses motions dans le domaine de la fiscalité acceptées par le Grand Conseil avant l'été 2010 ont toutes été prises en compte, sous réserve des points suivants:

- Motion 1002.07 Markus Ith qui demande que l'impôt sur le bénéfice des sociétés de capitaux soit imputé à l'impôt sur le capital.
- Motion 1013.07 Markus Bapst/Jean-Louis Romanens qui demande également, entre autres divers points déjà pris en compte, que l'impôt sur le bénéfice des sociétés de capitaux soit imputé à l'impôt sur le capital.

3. PROGRESSION À FROID

3.1 Bref historique

Par motion déposée et développée le 5 septembre 2008 (*BGC* p. 1655), le député Stéphane Peiry demandait que la LICD soit modifiée en ce sens que les effets de la progression à froid soient compensés intégralement et à chaque période fiscale.

Dans sa réponse du 20 janvier 2009, le Conseil d'Etat s'est déclaré opposé à une telle modification, tout en affirmant être disposé à entrer en matière sur une adaptation des règles actuelles en matière de compensation des effets de la progression à froid. Il s'est dit prêt à élaborer un projet de loi dans lequel le principe du rapport et des propositions à présenter au Grand Conseil est maintenu,

mais dans lequel l'élément déclenchant le rapport serait une augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) de 5% au lieu de 8% actuellement. Il mentionnait aussi la possibilité d'introduire le principe d'une compensation obligatoire au moins tous les 3 ans.

Avant de changer les règles actuelles, le Conseil d'Etat avait également dit vouloir d'abord consulter l'Association des communes fribourgeoises.

Lors de la prise en considération de cette motion par le Grand Conseil le 25 mars 2009, son auteur l'a retirée, tout en annonçant qu'il allait en déposer une nouvelle sur le même sujet.

Par motion déposée et développée le 25 mars 2009 (BGC p. 526), le député Stéphane Peiry demandait que la LICD soit modifiée dans le sens d'un assouplissement des règles relatives à la compensation de la progression à froid. Il s'agirait d'harmoniser la pratique fribourgeoise avec celle prévue sur le plan fédéral. En outre, une compensation devrait intervenir au moins tous les 3 ans.

Dans sa réponse du 13 octobre 2009, le Conseil d'Etat s'est à nouveau déclaré opposé à une telle modification, tout en réaffirmant être disposé à entrer en matière sur une adaptation des règles actuelles. Il s'est notamment dit favorable à compenser plus régulièrement les effets de la progression à froid. Il s'est de plus engagé à proposer, dans le cadre d'une future révision de la LICD, des modifications allant dans le sens des remarques formulées notamment dans la réponse à la motion 1060.08.

Lors de la prise en considération de cette motion par le Grand Conseil le 18 décembre 2009, elle a été rejetée par 69 voix contre 19.

3.2 Situation au niveau de l'impôt fédéral direct

Le 25 septembre 2009, le Parlement fédéral a décidé de modifier les règles concernant la compensation des effets de la progression à froid pour l'impôt fédéral direct. Le Département fédéral des finances doit ainsi adapter chaque année les barèmes et les déductions à l'IPC. La situation du 30 juin précédant le début de la période fiscale est déterminante. L'adaptation est exclue si le renchérissement est négatif. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

3.3 Consultation de l'Association des communes fribourgeoises

Le 4 mars 2010, la Direction des finances a mis en consultation un avant-projet de loi modifiant la LICD concernant la compensation de la progression à froid auprès de l'Association des communes fribourgeoises. Dans sa réponse du 30 avril 2010, cette dernière précise que «*la proposition de fixer le seuil d'augmentation de l'IPC à 5% au lieu de 8%, avec révision tous les 3 ans est donc acceptable, au vu de ce qui se pratique dans les autres cantons et au niveau de l'IFD*».

3.4 Proposition du Conseil d'Etat

Afin de tenir ses engagements, le Conseil d'Etat propose dans le projet de loi qui vous est soumis de modifier les règles actuelles en matière de compensation des effets de la progression à froid. Le principe du rapport et des propositions à soumettre au Grand Conseil est maintenu, mais l'élément déclencheur sera soit une augmentation de l'IPC de 5% au lieu de 8% actuellement, soit l'écou-

lement d'un délai de trois ans depuis la dernière compensation.

4. LOI FÉDÉRALE SUR LA RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES II

En date du 23 mars 2007, le Parlement fédéral a adopté la loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales applicables aux activités entrepreneuriales et aux investissements (RO 2008 p. 2893). Cette loi a été combattue par référendum, mais a été acceptée en votation populaire le 24 février 2008. Une première application de cette loi fédérale a été réalisée au 1^{er} janvier 2009. Le 5 septembre 2008, le Grand Conseil a en effet adopté la loi modifiant certaines dispositions fiscales de plusieurs lois cantonales (ROF 2008_101). Comme annoncé dans le message N° 82 accompagnant cette loi, un deuxième volet était déjà agendé pour le 1^{er} janvier 2011, soit dans le délai de 2 ans accordé par la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) (RS 642.14). Le présent projet reprend ainsi les thèmes qui doivent obligatoirement être introduits dans la LICD au 1^{er} janvier 2011, à savoir notamment le principe de l'apport en capital, les allègements en matière de réduction pour participations et l'élargissement de la notion de emploi.

5. HARMONISATION

5.1 Déduction des versements en faveur de partis politiques

La loi fédérale du 12 juin 2009 sur la déductibilité des versements en faveur de partis politiques (RO 2010 p. 449) entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Cette loi introduit la déductibilité fiscale des cotisations et des versements en faveur des partis politiques dans la LHID et dans la loi du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD) (RS 642.11). Les personnes physiques pourront ainsi déduire de leur revenu imposable les cotisations de membre, les dons et les contributions des détenteurs de fonctions publiques (cotisations de mandat). La loi ne prévoit pas de nouvelle déduction pour les entreprises; comme jusqu'à présent, elles peuvent soutenir les partis politiques par l'intermédiaire de leurs dépenses publicitaires.

La LHID laisse un délai de 2 ans aux cantons pour adapter leur législation. Afin de respecter la garantie donnée lors de la prise en considération de la motion 1076.09 Emmanuel Waeber/Jean-Pierre Thürler (cf. BGC 2010 p. 17), le Conseil d'Etat propose de faire entrer en vigueur cette disposition déjà au 1^{er} janvier 2011.

5.2 Frais de garde

La loi fédérale du 25 septembre 2009 sur les allègements fiscaux en faveur des familles avec enfants (RO 2010 p. 455) entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Cette loi prévoit notamment l'introduction d'une déduction pour frais de garde dans la LHID et dans la LIFD, au titre de déduction générale.

Le canton de Fribourg a introduit la déduction pour frais de garde lors de l'adoption de la LICD, au 1^{er} janvier 2001 (art. 36 al. 1 let. g LICD). Comme la LHID ne prévoyait pas une telle déduction, le législateur fribourgeois a dû, pour respecter le droit fiscal harmonisé, l'introduire dans

les déductions sociales, domaine dont la compétence des cantons reste réservée (art. 9 al. 4 LHID). Lors de son introduction, la déduction se montait à 2000 francs par enfant. La déduction a ensuite été portée à 4000 francs au 1^{er} janvier 2004, à 4500 francs au 1^{er} janvier 2009 et à 6000 francs au 1^{er} janvier 2010.

Etant donné que cette déduction sera désormais prévue dans la LHID et dans la LIFD, il se justifie d'adopter la même systématique et de reprendre la même formulation qu'au niveau fédéral. La déduction est ainsi déplacée dans les déductions générales et la terminologie quelque peu adaptée. Comme on se trouvera en présence d'une disposition harmonisée tant au niveau vertical qu'au niveau horizontal, les questions pratiques seront réglées en conformité avec les circulaires de la Conférence suisse des impôts (CSI) et de l'Administration fédérale des contributions (AFC).

5.3 Exonération des entreprises de transport concessionnées

Le 20 mars 2009, les chambres fédérales ont adopté la loi fédérale sur la réforme des chemins de fer 2 (RévTP) (RO 2009 p. 5597), laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 après expiration sans utilisation du délai référendaire. Cette loi a modifié, entre autres, la LHID et la LIFD. La LICD doit être adaptée dans la même mesure.

Avec cette modification, toutes les entreprises de transport au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation sont mises sur un pied d'égalité en ce qui concerne l'assujettissement à l'impôt. Jusqu'ici elles étaient entièrement exemptées de l'impôt si elles avaient de l'importance pour la politique des transports et si elles ne distribuaient pas de bénéfices pendant au moins trois ans. La notion peu précise «d'importance pour la politique des transports», condition de l'exonération fiscale, est abandonnée. A l'avenir, le seul critère clair sera la concession fédérale. Par la même occasion, l'exonération fiscale sera limitée à l'activité concessionnaire. Il faut pour cela que le secteur concerné (trafic régional, trafic local, infrastructure) obtienne une indemnité ou soit tenu par la concession à maintenir l'exploitation pendant toute l'année (trafic longues distances). En revanche, les entreprises sans concession fédérale, par exemple les entreprises de transport de marchandises, ne seront pas exemptées de l'impôt. Le bénéfice librement disponible (imposable) résulte du compte par secteur de transport, approuvé par l'Office fédéral des transports (OFT). Dans le domaine de l'infrastructure, la loi sur les chemins de fer n'autorise pas de bénéfice librement disponible. Le bénéfice librement disponible du trafic voyageurs longues distances doit être exempté d'impôt.

6. COMMENTAIRE DES ARTICLES MODIFIÉS

Art. 21 al. 3 (nouveau)

Ce nouvel alinéa introduit le principe de l'apport en capital. D'après cette disposition, les apports en capital, les agios et les versements supplémentaires versés directement par le détenteur des droits de participation sont traités, dans la mesure où ils ont été enregistrés sur un compte spécial du bilan commercial, comme le remboursement du capital-actions ou du capital social (c'est-à-dire comme le remboursement de capital à la valeur nominale) en cas de remboursement dans la fortune privée

des actionnaires et restera franc d'impôt. A la demande de la société de capitaux ou de la société coopérative, les apports en capital versés avant l'entrée en vigueur de la présente réforme peuvent être pris en compte s'ils ont été versés après le 31 décembre 1996 et s'ils sont toujours contenus dans les réserves ouvertes de manière prouvée.

Art. 31 al. 1

La notion de remplacement doit être élargie. En cas de remplacement d'un objet faisant partie de l'actif immobilisé nécessaire à l'exploitation, les réserves latentes doivent pouvoir être reportées sur d'autres objets faisant partie de l'actif immobilisé. En revanche, il faut renoncer aux exigences de la même fonction dans l'exploitation et de l'équivalence de l'objet de remplacement. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée. En effet, si des biens appartenant à la fortune mobilière sont acquis en remplacement d'immeubles, il n'est pas possible de demander un report de l'imposition. Le report de l'imposition n'est pas accordé pour les biens acquis en remplacement faisant partie de l'actif circulant ou pour les participations sans rapport fonctionnel avec l'entreprise.

Art. 34 al. 1 let. i (nouvelle) et al. 3 (nouveau)

La nouvelle lettre i prévoit que les cotisations et les versements jusqu'à un montant de 5000 francs en faveur d'un parti politique peuvent être déduits fiscalement. Le parti politique doit soit être inscrit au registre des partis politiques, être représenté dans un parlement cantonal ou avoir obtenu au moins 3% des voix lors des dernières élections au parlement d'un canton.

Le nouvel alinéa 3 traite des frais de garde. Même si la déduction pour frais de garde est transférée des déductions sociales aux déductions générales, les conditions d'octroi restent inchangées par rapport à la déduction actuelle, si ce n'est les deux modifications suivantes:

- l'âge des enfants donnant droit à la déduction est porté de 12 à 14 ans;
- le suivi d'une formation est assimilé à l'exercice d'une activité lucrative. Cela signifie que lorsqu'un époux exerce une activité lucrative et que l'autre suit une formation (ou lorsque les deux suivent une formation), la déduction pour frais de garde des enfants pourra être accordée.

Art. 36 al. 1 let. g

La déduction pour frais de garde étant déplacée à l'article 34 al. 3, l'actuelle disposition doit être abrogée.

Art. 37 al. 3

Le revenu global imposable des personnes mariées vivant en ménage commun et des contribuables veufs, séparés, divorcés ou célibataires qui font ménage commun avec des enfants est actuellement frappé au taux correspondant à 56% de ce revenu. Le projet prévoit de diminuer ce taux pour arriver à un splitting intégral, ce qui équivaut à un taux de 50%. A titre d'exemple, un couple avec un revenu imposable de 100 000 francs se verra imposer à un taux équivalent à un revenu de 50 000 francs (8.2020%), contre 56 000 francs actuellement (8.6160%).

Art. 40 al. 1 et 2

L'alinéa 1 précise dorénavant que la compensation des effets de la progression à froid en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques devra intervenir au moins tous les trois ans. L'alinéa 2 prévoit que le Conseil d'Etat doit présenter un rapport et des propositions au Grand Conseil lorsque l'IPC a augmenté d'au moins 5% au lieu de 8% actuellement.

A toutes fins utiles, il est précisé que la dernière compensation des effets de la progression à froid a eu lieu en 2008, avec effet au 1^{er} janvier 2009. L'indice de référence actuel est celui de décembre 2007, à savoir 102,6 points (base décembre 2005).

Art. 62 al. 1

Pour liquider la partie de la motion 1010.07 Stéphane Peiry/Pierre-André Page demandant une baisse de 10% de l'impôt sur la fortune, il faudrait réduire l'impôt d'environ 1%. Etant donné que l'impôt sur la fortune se calcule en pour mille, l'effet serait quasi invisible. De plus, il faut tenir compte que chacun des taux est fixé pour une certaine tranche de fortune. Le Conseil d'Etat est d'avis que la baisse des taux ne saurait être inférieure à 5%. Une telle réduction sur le taux maximal de 3,5‰ aurait pour effet de le réduire à 3,325‰. Dans le but que les taux n'aient généralement que deux décimales, il est proposé de le fixer à 3,30‰. Ceci a pour conséquence une réduction du taux maximal de 5,71% pour les fortunes imposables supérieures à 1 100 100 francs, alors que, pour les tranches de fortune proche du taux minimal, la baisse avoisine les 10%. Dans la suite de cette option, il est prévu de réduire de 0,2 ‰ les taux des tranches de fortune se situant entre 175 100 et 1 100 000 francs, ce qui signifie que la baisse est relativement plus importante pour les classes inférieures. Il est rappelé finalement que, dans le cadre de la compensation des effets de la progression à froid avec effet au 1^{er} janvier 2009, les seuils d'assujettissement ont été augmentés et non uniquement adaptés au renchérissement.

Art. 62a al. 1

L'alinéa 1 prévoit que la compensation des effets de la progression à froid en matière d'impôt sur la fortune des personnes physiques devra intervenir au moins tous les trois ans.

Art. 97 al. 1 let. d

Il s'agit d'une adaptation de l'actuelle disposition à la LHID. Les détails de cette modification ont été explicités sous le chiffre 5.3.

Art. 104 al. 4

L'article 104 al. 4 (corrections de valeur et reprise d'amortissements sur des participations qualifiées) est modifié en relation avec l'élargissement de la réduction pour participations prévu aux articles 111 et 112 al. 5 let. b. Les règles de cet alinéa concernant la reprise des amortissements et des corrections de valeur ne valent plus pour des quotes-parts de 20%, mais déjà pour des quotes-parts de 10% et, le cas échéant, pour des soldes de participation pour autant que leur valeur vénale soit au moins égale à 1 million de francs.

Art. 106 al. 1 et 1^{bis}

L'alinéa 1 traite du remploi. Pour harmoniser l'imposition des entreprises, la définition du remploi est la même tant pour les personnes physiques dans le cadre de l'activité lucrative indépendante (art. 31 LICD) que pour les personnes morales. On se référera donc aux commentaires de l'article 31 al. 1 LICD concernant les personnes physiques.

L'alinéa 1^{bis} concerne le remplacement de participation. En vertu de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) (RS 221.301) entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004 et de la modification de la LICD qu'elle a entraînée, les réserves latentes peuvent être transférées à une nouvelle participation en cas de remplacement, pour autant que la participation aliénée soit égale au moins à 20% du capital-actions ou du capital social de l'autre société et que la participation ait été détenue par la société de capitaux ou la société coopérative pendant un an au moins (art. 106 al. 1^{bis}). Compte tenu de la baisse proposée de la quote-part de participation donnant droit à la réduction pour participations, le transfert des réserves latentes en cas de remplacement doit être possible lorsque la participation aliénée est égale à 10% du capital-actions ou du capital social de l'autre société et qu'elle a été détenue pendant un an au moins par la société de capitaux ou par la société coopérative.

Art. 110 al. 1 et 2

Le taux d'imposition du bénéfice des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives est réduit d'environ 10% et passe de 9,5 à 8,5%. Lorsque le bénéfice net total n'excède pas 50 000 francs, le taux d'imposition des premiers 25 000 francs est également réduit d'environ 10% et passe de 4,75 à 4,2%. Le taux d'imposition des 25 000 francs suivants est abaissé dans la même proportion et passe ainsi de 14,25 à 12,8%.

Art. 111

D'après cette disposition, la réduction pour participations sur les dividendes n'est accordée que si le critère de la quote-part, qui s'applique également aux bons de jouissance, ou si le critère de la valeur sont remplis. Ces deux critères doivent toutefois être réduits de moitié, si bien que le droit à la réduction de l'impôt sur le bénéfice en proportion du rendement net des participations par rapport à l'ensemble du bénéfice net existe en cas de participation de 10% (au lieu de 20%) au moins au capital-actions ou au capital social ou aux bénéfices et aux réserves des autres sociétés ou, pour les participations plus modestes, si la participation est de 1 million de francs (au lieu de 2 millions).

Art. 112 al. 5 let. b

Depuis la réforme de l'imposition des sociétés de 1997, l'article 112 al. 5 let. b pose les conditions d'octroi de la réduction pour participations également pour les bénéfices en capital. Depuis lors, seul est déterminant le critère de la quote-part (réduite maintenant à 10%) et la durée de détention d'un an au moins est prescrite. L'application pratique de ces deux conditions cumulatives doit cependant être assouplie (cf. circulaire de l'Administration fédérale des contributions du 9 juillet 1998, ch. 2.4.2, let. b, bénéfices en capital). Celui qui a satisfait à ces deux critères doit également recevoir la réduction pour participa-

tions si la quote-part est inférieure à 10% en cas d'aliénation partielle, pour autant qu'à la fin de l'année fiscale précédant la vente, la réduction pour participations sur les dividendes ait été accordée sur la base du critère de la valeur. Cette dernière précision est nécessaire car on ne pourrait guère expliquer pourquoi une participation inférieure à 1 million de francs bénéficierait de la réduction au moment de l'aliénation alors que, l'année précédente, elle ne bénéficiait déjà plus de cette réduction sur les dividendes.

Art. 113 al. 1 et 2

Le taux d'imposition du bénéfice des associations, fondations et autres personnes morales est réduit d'environ 10% et passe de 9,5 à 8,5%. Lorsque le bénéfice net total n'excède pas 50 000 francs, le taux d'imposition des premiers 25 000 francs est également réduit d'environ 10% et passe de 4,75 à 4,2%. Le taux d'imposition des 25 000 francs suivants est abaissé dans la même proportion et passe ainsi de 14,25 à 12,8%.

Art. 114

Le taux d'imposition du bénéfice des placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe est réduit d'environ 10% et passe de 9,5 à 8,5%.

Art. 121

Le taux d'imposition du capital des sociétés de capitaux et des coopératives est réduit d'environ 10% et passe de 1,8 à 1,6%.

Art. 122 al. 1

Le taux d'imposition du capital des associations, fondations et autres personnes morales est réduit d'environ 10% et passe de 2,85 à 2,55%.

Art. 130

Le taux d'imposition du capital des holdings et des sociétés et fondations domiciliées est réduit d'environ 10% et passe de 0,19 à 0,17%. Pour la part de capital qui dépasse 500 millions, le taux est réduit de 0,09 à 0,08%.

7. INCIDENCES FINANCIÈRES

7.1 Pour l'Etat

La modification des règles sur la compensation de la progression à froid n'a pas d'incidence financière immédiate. Quant à la mise en vigueur du deuxième volet de la réforme des entreprises et à l'introduction de la déduction des versements aux partis politiques, les incidences financières ne sont pas chiffrables.

L'incidence financière de l'amélioration du splitting se monte à 20 millions de francs et celle de la réduction de l'impôt sur la fortune à 4 millions de francs.

L'incidence financière de la réduction de 10% de l'impôt sur le bénéfice et le capital des sociétés et des personnes morales se monte à 10 millions de francs en ce qui concerne l'impôt sur le bénéfice et à 2 millions de francs pour l'impôt sur le capital.

L'incidence financière totale du présent projet de loi se monte ainsi à 36 millions de francs.

7.2 Pour les communes et les paroisses

Les impôts communaux et ecclésiastiques sont prélevés sur la base des impôts cantonaux et l'incidence financière des mesures proposées correspond à environ 28 millions de francs pour les communes et à 3,1 millions de francs pour les paroisses; ce dernier montant doit toutefois être relativisé dans la mesure où certains contribuables ne paient pas l'impôt ecclésiastique.

7.3 Pour les contribuables

7.3.1 Impôt sur le revenu

Sujet fiscal: contribuable de profession dépendante, marié ou seul avec enfant(s), le conjoint exerçant ou n'exerçant pas d'activité salariée.

Objet fiscal: produit du travail du contribuable ou du couple, après déductions des charges sociales (AVS, AI, APG, AC, AANP) et de la caisse de pension.

Déductions

considérées: – Frais professionnels: 3% du revenu net, minimum 2000 francs et maximum 4000 francs.

– Déduction pour activité du conjoint.

– Assurance maladie: prime forfaitaire de l'année 2010, sans tenir compte des réductions des primes.

– Frais de garde.

– Déductions sociales.

Coefficient: les impôts correspondent à l'impôt cantonal de base (100%).

	<u>Revenu</u>	<u>Impôt 2010</u>	<u>Impôt 2011</u>	<u>Différence en %</u>
a) couple marié avec 1 enfant, pas d'activité du conjoint				
	40 000	304.50	267.65	- 12.1
	60 000	1 893.80	1 759.80	- 7.1
	100 000	6 329.05	5 900.30	- 6.8
	150 000	12 684.20	12 024.10	- 5.2
	230 000	23 986.95	23 112.95	- 3.6
b) couple marié avec 1 enfant (frais de garde), avec salaires identiques des conjoints				
	40 000	72.00	72.00	0.0
	60 000	1 130.15	1 001.50	- 11.4
	100 000	5 404.00	5 047.25	- 6.6
	150 000	11 681.95	11 090.95	- 5.1
	230 000	22 563.10	21 765.50	- 3.5
c) couple marié avec 2 enfants, pas d'activité du conjoint				
	40 000	63.00	63.00	0.0
	60 000	1 043.60	919.80	- 11.9
	100 000	5 358.50	5 003.75	- 6.6
	150 000	11 556.85	10 967.75	- 5.1
	230 000	22 785.05	21 977.25	- 3.5

<u>Revenu</u>	<u>Impôt 2010</u>	<u>Impôt 2011</u>	<u>Différence en%</u>
d) couple marié avec 2 enfants (frais de garde), avec salaires identiques des conjoints			
40 000	0.00	0.00	0.0
60 000	164.20	142.65	- 13.1
100 000	3 852.20	3 597.15	- 6.6
150 000	9 809.45	9 311.70	- 5.1
230 000	20 520.10	19 787.85	- 3.6
e) personne seule avec 1 enfant (frais de garde)			
40 000	224.75	196.35	- 12.6
60 000	1 696.35	1 581.85	- 6.7
100 000	6 060.95	5 652.00	- 6.7
150 000	12 379.70	11 738.55	- 5.2
230 000	23 664.90	22 806.50	- 3.6
f) personne seule avec 2 enfants (frais de garde)			
40 000	0.00	0.00	0.0
60 000	419.50	372.00	- 11.3
100 000	4 443.65	4 163.95	- 6.3
150 000	10 457.40	9 926.15	- 5.1
230 000	21 584.35	20 819.40	- 3.5

7.3.2 Impôt sur la fortune

<u>Fortune nette</u>	<u>Impôt 2010</u>	<u>Impôt 2011</u>	<u>Différence en%</u>
a) personne seule			
60 000	25.00	22.50	- 10.0
100 000	131.25	121.50	- 7.4
200 000	500.00	460.00	- 8.0
500 000	1 400.00	1 300.00	- 7.1
1 000 000	3 400.00	3 200.00	- 5.9
b) couple marié			
60 000	0.00	0.00	0.0
100 000	0.00	0.00	0.0
200 000	475.00	437.00	- 8.0
500 000	1 400.00	1 300.00	- 7.1
1 000 000	3 400.00	3 200.00	- 5.9

8. MAJORITÉ QUALIFIÉE

En vertu de l'article 141 al. 2 let. b de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC) (RSF 121.1), le présent projet requiert une majorité qualifiée du Grand Conseil pour être adopté. En effet, la disposition citée prévoit que les diminutions de recettes de l'Etat et des communes dont la valeur totale excède, pour les cinq premières années d'application de la loi ou du décret, 1/8% du total

des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil doivent être adoptées à la majorité qualifiée. Selon l'ordonnance du 26 mai 2010 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat (RSF 612.21), la limite est fixée à 4 141 867 francs. Concrètement, la majorité qualifiée signifie en l'occurrence que ce projet doit être adopté par 56 députés au moins (art. 140 LGC).

9. AUTRES CONSÉQUENCES DU PROJET

Le présent projet n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'a d'effet ni sur la répartition des tâches Etat-communes ni sur le développement durable et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union européenne.

10. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Conseil d'Etat propose de fixer l'entrée en vigueur de ces modifications au 1^{er} janvier 2011.

BOTSCHAFT NR. 209 21. September 2010 des Staatsrates an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1). Nach einer kurzen Einleitung wird in dieser Botschaft auf die Gründe, die Tragweite und die Folgen der Gesetzesrevision eingegangen. Die Botschaft enthält auch einen Kommentar der geänderten Artikel.

1. EINLEITUNG

Die Gesetzesrevision befasst sich mit 5 Hauptthemen:

- Sie leistet drei vom Grossen Rat 2008 und 2009 angenommenen Motionen Folge (Motion 1010.07 Stéphane Peiry/Pierre-André Page für weniger Steuern für die natürlichen und juristischen Personen, Motion 1013.07 Markus Bapst/Jean-Louis Romanens über die steuerliche Entlastung für eine nachhaltige Entwicklung und die Familienförderung und Motion 1076.09 Emmanuel Waeber/Jean-Pierre Thürler über zulässige Steuerabzüge für Beiträge an politische Parteien).
- Sie schlägt vor, zur Steigerung der interkantonalen Wettbewerbsfähigkeit unseres Kantons und zur Vorwegnahme der Konsequenzen aus dem Dialog zwischen der Schweiz und der EU in Bezug auf die kantonalen Steuerstatus die Steuern der Gesellschaften und juristischen Personen um 10 % zu senken.
- Sie schlägt eine Änderung der Vorschriften über den Ausgleich der Auswirkungen der kalten Progression vor.
- Sie setzt den zweiten Teil des Bundesgesetzes über die Unternehmenssteuerreform II um.
- Sie bringt einige vom Steuerharmonisierungsgesetz vorgeschriebene Korrekturen.

2. BEHANDELTE MOTIONEN

2.1 Motion 1010.07 Stéphane Peiry/Pierre-André Page

Mit einer am 13. April 2007 eingereichten und begründeten Motion (*TGR* S. 608) verlangten die Grossräte Stéphane Peiry und Pierre-André Page eine lineare Senkung der Einkommens- und Vermögenssteuern der natürlichen Personen sowie der Gewinn- und Kapitalsteuern der juristischen Personen um 10%.

Diese Motion wurde vom Grossen Rat am 2. April 2008 gutgeheissen.

Der Entwurf leistet den noch nicht behandelten Punkten in Artikel 37 Abs. 3 und 62 Abs. 1 Folge.

Unter Berücksichtigung der bereits in den vergangenen Jahren getroffenen Steuermassnahmen (sukzessive Steu-
erfussenkungen, DStG-Revisionen 2008 und 2009) ist diese Motion somit erledigt. Bei der Vermögenssteuer hätte sich die Senkung auf rund 1% beschränken können.

2.2 Motion 1013.07 Markus Bapst/Jean-Louis Romanens

Mit einer am 8. Mai 2007 eingereichten und gleichentags begründeten Motion (*TGR* S. 609) verlangten die Grossräte Markus Bapst und Jean-Louis Romanens die Änderung einiger Bestimmungen des DStG in den Punkten Entlastung bei der Familienbesteuerung, lineare Senkung der Einkommens- und Vermögenssteuertarife für die natürlichen Personen und Milderung der Unternehmensbesteuerung.

Diese Motion wurde vom Grossen Rat am 2. April 2008 gutgeheissen.

Der Entwurf leistet dieser Motion in den Artikeln 21 Abs. 3, 31 Abs. 1, 37 Abs. 3, 104 Abs. 4, 106 Abs. 1 und 1^{bis}, 111 und 112 Abs. 5 Bst. b teilweise Folge.

2.3 Motion 1076.09 Emmanuel Waeber/Jean-Pierre Thürler

Mit ihrer am 29. Juli 2009 eingereichten und gleichentags begründeten Motion (*TGR* S. 1516) verlangten die beiden Grossräte Emanuel Waeber und Jean-Pierre Thürler vom Staatsrat die Einführung einer Rechtsgrundlage im Steuergesetz, wonach die Mitgliederbeiträge und Zuwendungen an Parteien ab dem 1.7.2010 zum Abzug zugelassen werden. Sie schlugen für den Abzug einen Höchstbetrag von 5000 Franken vor.

Diese Motion wurde vom Grossen Rat am 2. Februar 2010 teilweise gutgeheissen. Abgewiesen wurde die Motion hinsichtlich der Inkraftsetzung auf den 1.7.2010.

Der Entwurf leistet dieser Motion in Artikel 34 Abs. 1 Bst. i Folge.

2.4 Stand der vom Grossen Rat angenommenen Motionen

Mit dem vorliegenden Entwurf sind die vom Grossen Rat vor dem Sommer 2010 gutgeheissenen Motionen zum Thema Steuern allesamt berücksichtigt worden, vorbehaltlich der folgenden Punkte:

- Motion 1002.07 Markus Ith, wonach die Gewinnsteuer der Kapitalgesellschaften an die Kapitalsteuer angerechnet werden sollte.
- Motion 1013.07 Markus Bapst/Jean-Louis Romanens, mit der neben verschiedenen anderen bereits berücksichtigten Punkten ebenfalls gefordert wurde, die Gewinnsteuer der Kapitalgesellschaften an die Kapitalsteuer anzurechnen.

3. KALTE PROGRESSION

3.1 Ausgangslage

Mit einer am 5. September 2008 eingereichten und gleichentags begründeten Motion (*TGR* S. 1655) verlangte Grossrat Stéphane Peiry eine Änderung des DStG dahingehend, dass die Auswirkungen der kalten Progression in jeder Steuerperiode voll ausgeglichen werden.

Der Staatsrat sprach sich in seiner Antwort vom 20. Januar 2009 gegen eine solche Änderung aus, erklärte sich aber bereit, auf eine Anpassung der geltenden Vorschriften für den Ausgleich der kalten Progression einzutreten. Er war einverstanden, einen Gesetzesentwurf auszuarbeiten, der die Grundsätze des Berichts und der zu unterbreitenden Vorschläge beibehält, wobei aber bereits ein Bericht unterbreitet werden muss, wenn die Erhöhung des Landesindex der Konsumentenpreise 5% statt wie gegenwärtig 8% beträgt. Er sprach auch die Möglichkeit der Einführung einer Vorschrift an, wonach die kalte Progression mindestens alle drei Jahre ausgeglichen werden muss.

Vor einer Änderung der geltenden Vorschriften wollte der Staatsrat aber auch noch die Stellungnahme des Freiburger Gemeindeverbands einholen.

Bei der Erheblicherklärung der Motion durch den Grossen Rat am 25. März 2009 zog Grossrat Stéphane Peiry seine Motion zurück, kündigte jedoch an, er werde eine weitere Motion zum gleichen Thema einreichen.

Mit seiner am 25. März 2009 eingereichten und gleichentags begründeten Motion (*TGR* S. 526) verlangte Grossrat Stéphane Peiry dann eine Lockerung der Vorschriften über den Ausgleich der kalten Progression. Es sollte dabei namentlich um die Harmonisierung der kantonalen Praxis mit den Vorschriften des Bundes gehen. Ausserdem sollte in jedem Fall mindestens alle drei Jahre ein Ausgleich erfolgen.

In seiner Antwort vom 13. Oktober 2009 sprach sich der Staatsrat erneut gegen eine solche Änderung aus, erklärte aber wiederum seine Bereitschaft, auf eine Anpassung der geltenden Vorschriften einzutreten. Er erklärte sich insbesondere mit einem regelmässigeren Ausgleich der Folgen der kalten Progression einverstanden. Ausserdem versprach er, im Rahmen einer künftigen DStG-Revision Änderungen in Richtung der Überlegungen in seiner Antwort namentlich auf die Motion 1060.08 zu beantragen.

Bei der Erheblicherklärung der Motion durch den Grossen Rat am 18. Dezember 2009 wurde diese mit 69 zu 19 Stimmen abgelehnt.

3.2 Situation auf Ebene der direkten Bundessteuer

Am 25. September 2009 beschlossen die Eidgenössischen Räte, die Vorschriften über den Ausgleich der Folgen der kalten Progression für die direkte Bundessteuer

zu ändern. Das Eidgenössische Finanzdepartement muss somit jedes Jahr die Tarifstufen und die Abzüge an den Landesindex der Konsumentenpreise anpassen. Massgebend ist dabei der Indexstand am 30. Juni vor Beginn der Steuerperiode. Bei negativem Teuerungsverlauf ist eine Anpassung ausgeschlossen. Diese neuen Vorschriften treten am 1.1.2011 in Kraft.

3.3 Anhörung des Freiburger Gemeindeverbands

Am 4. März 2010 schickte die Finanzdirektion einen Vorentwurf zur Änderung des DStG bezüglich Ausgleich der kalten Progression an den Freiburger Gemeindeverband in die Vernehmlassung. Dieser meinte in seiner Antwort vom 30. April 2010, der Vorschlag, die kalte Progression dann auszugleichen, wenn der Landesindex für Konsumentenpreise um 5% statt 8% gestiegen ist, und zwar alle 3 Jahre, sei akzeptabel in Anbetracht der in den anderen Kantonen und auf der Ebene der DBSt gängigen Praxis.

3.4 Antrag des Staatsrates

Um sein Versprechen einzuhalten, beantragt Ihnen der Staatsrat in dem Ihnen unterbreiteten Gesetzesentwurf eine Änderung der geltenden Vorschriften über den Ausgleich der Folgen der kalten Progression. Der Grundsatz, wonach dem Grossen Rat Bericht und Antrag unterbreitet werden, bleibt bestehen, allerdings nach einem Anstieg des Landesindex der Konsumentenpreise um 5% statt wie bisher 8% oder mindestens drei Jahren nach dem letzten Ausgleich.

4. BUNDESGESETZ ÜBER DIE UNTERNEHMENSSTEUERREFORM II

Am 23. März 2007 verabschiedete das eidgenössische Parlament das Bundesgesetz über die Verbesserung der steuerlichen Rahmenbedingungen für unternehmerische Tätigkeiten und Investitionen (AS 2008, S. 2893). Dieses Gesetz, gegen das das Referendum ergriffen worden war, wurde in der Volksabstimmung vom 24. Februar 2008 angenommen. Auf Kantonsebene wurde dieses Bundesgesetz erstmals per 1.1.2009 umgesetzt. Am 5. September 2008 genehmigte nämlich der Grosse Rat das Gesetz zur Änderung verschiedener Gesetzesbestimmungen über die Steuern (ASF 2008_101). Wie in der Botschaft Nr. 82 zu diesem Gesetz angekündigt, ist ein zweiter Teil für den 1.1.2011 terminiert, also in der Frist von zwei Jahren gemäss Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) (SR 642.14). Der vorliegende Entwurf greift also die Punkte auf, die per 1.1.2011 zwingend ins DStG aufgenommen werden müssen, das heisst insbesondere das Kapitaleinlageprinzip, die Erleichterungen für den Beteiligungsabzug und die Erweiterung des Begriffs der Ersatzbeschaffung.

5. HARMONISIERUNG

5.1 Abzug von Zuwendungen an politische Parteien

Das Bundesgesetz vom 12. Juni 2009 über die steuerliche Abzugsfähigkeit von Zuwendungen an politische Parteien (AS 2010 S. 449) wird am 1.1.2011 in Kraft treten. Mit diesem Gesetz wird die steuerliche Abzugsfähigkeit von Mitgliederbeiträgen und Zuwendungen an

politische Parteien ins StHG und ins Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die direkte Bundessteuer (DBG) (SR 642.11) eingeführt. So können natürliche Personen Mitgliederbeiträge, Zuwendungen sowie Mandatssteuern (Beiträge von Inhabern politischer Ämter) vom steuerbaren Einkommen abziehen. Für Unternehmen wird kein neuer Abzug geschaffen; sie können wie bisher politische Parteien über den Werbeaufwand unterstützen.

Die Kantone haben ihre Gesetzgebung innert 2 Jahren entsprechend anzupassen. Um die bei der Erheblicherklärung der Motion 1076.09 Emmanuel Waeber/Jean-Pierre Thürler (s. *TGR 2010* S. 17) abgegebene Garantie einzuhalten, beantragt der Staatsrat, diese Bestimmung bereits auf den 1.1.2011 in Kraft zu setzen.

5.2 Kinderbetreuungskosten

Das Bundesgesetz über die steuerliche Entlastung von Familien mit Kindern vom 25. September 2009 (AS 2010 S. 455) wird am 1.1.2011 in Kraft treten. Dieses Gesetz sieht namentlich die Einführung eines Kinderbetreuungsabzuges ins StHG und ins DBG in Form eines allgemeinen Abzuges vor.

Der Kanton Freiburg hatte den Betreuungsabzug bei der Verabschiedung des DStG am 1.1.2001 eingeführt (Art. 36 Abs. 1 Bst. g DStG). Da im StHG kein solcher Abzug vorgesehen war, musste ihn der freiburgische Gesetzgeber bei den Sozialabzügen verankern, einem Bereich, der der Zuständigkeit der Kantone vorbehalten bleibt (Art. 9 Abs. 4 StHG), um nicht vom harmonisierten Steuerrecht abzuweichen. Bei der Einführung des Abzuges betrug dieser 2000 Franken pro Kind. Er wurde dann per 1.1.2004 auf 4000 Franken erhöht, per 1.1.2009 auf 4500 Franken und per 1.1.2010 auf 6000 Franken.

Da dieser Abzug nun im StHG und im DBG verankert sein wird, ist die gleiche Systematik zu wählen und die gleiche Formulierung zu übernehmen wie auf Bundesebene. Der Betreuungsabzug wird demnach zu den allgemeinen Abzügen verschoben und die Terminologie etwas angepasst. Da es sich um eine Bestimmung handeln wird, die sowohl vertikal als auch horizontal harmonisiert ist, werden die praktischen Fragen in Übereinstimmung mit den Kreisschreiben der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK) und der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) geregelt.

5.3 Steuerbefreiung der konzessionierten Transportunternehmen

Am 20. März 2009 haben die Eidgenössischen Räte das Bundesgesetz über die Bahnreform 2 (Revision der Erlasse über den öffentlichen Verkehr) (AS 2009 S. 5597) angenommen, das am 1. Januar 2010 nach ungenutztem Ablauf der Referendumsfrist in Kraft getreten ist. Mit diesem Gesetz sind unter anderem das StHG und das DBG geändert worden, weshalb auch das DStG dementsprechend geändert werden muss.

Mit dieser Änderung werden alle Transportunternehmen mit einer Konzession oder einer Bewilligung einander hinsichtlich der Steuerpflicht gleichgestellt. Bisher waren konzessionierte Unternehmen als ganzes steuerbefreit, sofern sie von verkehrspolitischer Bedeutung waren und mindestens drei Jahre lang keine Gewinnausschüttung vornahmen. Der unbestimmte Begriff der «verkehrspolitischen Bedeutung» als Voraussetzung für die Steuerbefreiung wird fallen gelassen. Einziges und klares

Kriterium ist in Zukunft die eidgenössische Konzession. Gleichzeitig wird die Steuerbefreiung auf die konzessionierte Tätigkeit beschränkt. Voraussetzung ist, dass die betreffende Sparte eine Abgeltung erhält (Regionalverkehr, Ortsverkehr, Infrastruktur) oder durch die Konzession verpflichtet ist, den Betrieb ganzjährig aufrecht zu erhalten (Fernverkehr). Keine Steuerbefreiung erhalten demnach Unternehmen ohne eidgenössische Konzession, zum Beispiel Güterverkehrsunternehmen. Der frei verfügbare (steuerbare) Gewinn ergibt sich aus der vom Bundesamt für Verkehr (BAV) genehmigten Spartenrechnung der Verkehrsbereiche. Im Infrastrukturbereich lässt das Eisenbahngesetz keinen frei verfügbaren Gewinn zu. Der frei verfügbare Gewinn des Personenfernverkehrs soll steuerbefreit bleiben.

6. KOMMENTAR DER GEÄNDERTEN ARTIKEL

Art. 21 Abs. 3 (neu)

Mit diesem neuen Absatz wird das Kapitaleinlageprinzip eingeführt. Gemäss dieser Bestimmung sollen die unmittelbar von den Inhabern der Beteiligungsrechte geleisteten Kapitaleinlagen, Aufgelder und Zuschüsse – sofern diese in der Handelsbilanz auf einem gesonderten Konto ausgewiesen werden – bei Rückzahlung in das Privatvermögen der Aktionäre wie die Rückzahlung von Grund- oder Stammkapital, d.h. wie die Rückzahlung von Nennwert-Kapital, behandelt werden und daher steuerfrei bleiben. Solche Kapitaleinlagen, die vor dem Inkrafttreten dieser Reform geleistet wurden, können auf Antrag der Kapitalgesellschaft oder Genossenschaft berücksichtigt werden, sofern sie nach dem 31. Dezember 1996 geleistet wurden und nachgewiesenermassen noch in den offenen Reserven enthalten sind.

Art. 31 Abs. 1

Der Begriff der Ersatzbeschaffung soll erweitert werden. Beim Ersatz von Gegenständen des betriebsnotwendigen Anlagevermögens durch andere Gegenstände desselben Vermögens sollen die stillen Reserven übertragen werden können. Auf die Erfordernisse der gleichen betrieblichen Funktion und der Gleichartigkeit der Ersatzobjekte soll verzichtet werden. Vorbehalten bleibt die Besteuerung beim Ersatz von Liegenschaften durch Gegenstände des beweglichen Vermögens. Bei der Ersatzbeschaffung von Liegenschaften durch Gegenstände des beweglichen Vermögens ist nämlich kein Steueraufschub möglich. Der Steueraufschub wird nicht gewährt bei Ersatzbeschaffungen für Umlaufvermögen oder für Beteiligungen ohne funktionellen Bezug zum Unternehmen.

Art. 34 Abs. 1 Bst. i (neu) und Abs. 3 (neu)

Nach dem neuen Buchstaben i können Mitgliederbeiträge und Zuwendungen bis zu 5000 Franken an politische Parteien steuerlich abgezogen werden. Die politische Partei muss entweder im Parteienregister eingetragen sein, in einem kantonalen Parlament vertreten sein oder in einem Kanton bei den letzten Wahlen des kantonalen Parlaments mindestens 3% der Stimmen erreicht haben.

Der neue Absatz 3 bezieht sich auf die Betreuungskosten. Die Betreuungskostenabzüge werden zwar von den Sozialabzügen zu den allgemeinen Abzügen verschoben, die Voraussetzungen für ihre Gewährung bleiben jedoch

unverändert, abgesehen von den beiden folgenden Änderungen:

- das Alter der Kinder, für die der Abzug beansprucht werden kann, wird von 12 auf 14 Jahre erhöht;
- das Absolvieren einer Ausbildung wird der Ausübung einer Erwerbstätigkeit gleichgestellt. Das heisst für ein Paar, bei dem der eine Ehegatte erwerbstätig und der andere in Ausbildung ist (oder beide in Ausbildung sind), dass sie die Kinderbetreuungskosten von der Steuer absetzen können.

Art. 36 Abs. 1 Bst. g

Da der Betreuungskostenabzug in Artikel 34 Abs. 3 verschoben worden ist, muss die geltende Bestimmung aufgehoben werden.

Art. 37 Abs. 3

Das steuerbare Gesamteinkommen für Ehegatten, die in rechtlich und tatsächlich ungetrennter Ehe leben, sowie für verwitwete, gerichtlich oder tatsächlich getrennt lebende, geschiedene und ledige Steuerpflichtige, die mit Kindern oder unterstützungsbedürftigen Personen im gleichen Haushalt zusammenleben und deren Unterhalt zur Hauptsache bestreiten, wird gegenwärtig zum Steuersatz besteuert, der 56% dieses Einkommens entspricht. Die Vorlage sieht vor, diesen Satz zu reduzieren, um ein Vollsplitting zu erreichen, das einem Satz von 50% entspricht. So wird ein Ehepaar mit einem steuerbaren Einkommen von 100 000 Franken zu einem Satz entsprechend einem Einkommen von 50 000 Franken besteuert (8.2020%), und nicht wie gegenwärtig 56 000 Franken (8.6160%).

Art. 40 Abs. 1 und 2

In Absatz 1 wird ausgeführt, dass die Auswirkungen der kalten Progression auf die Einkommenssteuer der natürlichen Personen mindestens alle drei Jahre ausgeglichen werden müssen. Nach Absatz 2 muss der Staatsrat dem Grossen Rat Bericht und Antrag unterbreiten, wenn der Landesindex der Konsumentenpreise um mindestens 5% statt wie bisher 8% gestiegen ist.

Der letzte Ausgleich der Auswirkungen der kalten Progression ist 2008 mit Wirkung auf den 1.1.2009 erfolgt. Aktueller Referenzindex ist der Index vom Dezember 2007, und zwar 102,6 Punkte (Basis Dezember 2005).

Art. 62 Abs. 1

Zur Erledigung des Teils der Motion 1010.07 Stéphane Peiry/Pierre-André Page, der eine Senkung der Vermögenssteuer um 10 % verlangt, müsste die Steuer um rund 1% gesenkt werden. Da sich die Vermögenssteuer in Promille berechnet, wäre das Ergebnis praktisch kaum sichtbar. Ausserdem ist zu berücksichtigen, dass jeder Steuersatz jeweils für eine bestimmte Vermögenstranche gilt. Der Staatsrat ist der Auffassung, dass die Senkung der Steuersätze mindestens 5% betragen sollte. Mit einer Senkung des Maximalsatzes von 3.5‰ um 5% würde dieser auf 3,325‰ herabgesetzt. Da die Steuersätze in der Regel nur zwei Dezimalstellen haben sollen, wird ein Maximalsatz von 3,30‰ vorgeschlagen. Das führt für die steuerbaren Vermögen über 1 100 100 Franken zu einer Senkung des Maximalsatzes um 5,71%, während sich die Senkung für die in der Nähe des Mindestsatzes liegenden Vermögen der 10%-Marke annähert. Im Zuge dieses

Ansatzes sollen die Steuersätze für die Vermögenstranchen zwischen 175 100 und 1 100 000 Franken um 0,2%o gesenkt werden, was eine verhältnismässig stärkere Senkung für die niedrigeren Vermögensklassen bedeutet. Es sei auch daran erinnert, dass im Rahmen des Ausgleichs der Auswirkungen der kalten Progression per 1. Januar 2009 die Schwellen angehoben und nicht bloss an die Teuerung angepasst worden sind.

Art. 62a Abs. 1

Absatz 1 sieht vor, dass die Auswirkungen der kalten Progression auf die Vermögenssteuer der natürlichen Personen mindestens alle drei Jahre ausgeglichen werden müssen.

Art. 97 Abs. 1 Bst. d

Es handelt sich um eine Anpassung der geltenden Bestimmung ans StHG. Die Einzelheiten dieser Anpassung wurden unter Punkt 5.3 ausgeführt.

Art. 104 Abs. 4

Im Zusammenhang mit der vorgeschlagenen Erweiterung des Beteiligungsabzugs nach den Artikeln 111 und 112 Abs. 5 Bst. b erfährt Artikel 104 Abs. 4 (betreffend Auflösung von Wertberichtigungen und Rückgängigmachung von Abschreibungen auf qualifizierten Beteiligungen) eine Anpassung. Was in diesem Absatz bezüglich der allfälligen Zurechnung von Abschreibungen und Auflösung von Wertberichtigungen steht, gilt nicht mehr für Quoten ab 20 Prozent, sondern bereits für Quoten ab 10 Prozent und allenfalls auch für tiefere Restquoten, sofern diese mindestens einen Verkehrswert von einer Million Franken aufweisen.

Art. 106 Abs. 1 und 1^{bis}

Absatz 1 befasst sich mit den Ersatzbeschaffungen. Der Ersatzbeschaffungstatbestand ist bei den natürlichen Personen im Rahmen der selbständigen Erwerbstätigkeit in Artikel 31 DStG und bei den juristischen Personen im Sinne einer einheitlichen Unternehmensbesteuerung identisch ausgestaltet worden. Es kann daher auf die Ausführungen zu den natürlichen Personen (Art. 31 DStG) verwiesen werden.

Absatz 1^{bis} betrifft den Ersatz von Beteiligungen. Auf Grund des am 1. Juli 2004 in Kraft getretenen Bundesgesetzes vom 3. Oktober 2003 über Fusion, Spaltung, Umwandlung und Vermögensübertragung (FusG) (SR 221.301) und der damit bewirkten Änderung des DStG können beim Ersatz von Beteiligungen stille Reserven auf eine neue Beteiligung übertragen werden, sofern die veräusserte Beteiligung mindestens 20 Prozent des Grund- oder Stammkapitals der anderen Gesellschaft ausmacht und als solche während mindestens eines Jahres im Besitz der Kapitalgesellschaft oder Genossenschaft war (Art. 106 Abs. 1^{bis}). Mit Rücksicht auf die vorgeschlagene Herabsetzung der Beteiligungsquote für die Erlangung des Beteiligungsabzugs sollen neu beim Ersatz von Beteiligungen stille Reserven auf eine neue Beteiligung übertragen werden können, wenn die veräusserte Beteiligung, sofern sie als solche während mindestens eines Jahres von der Kapitalgesellschaft oder Genossenschaft gehalten wurde, mindestens 10 Prozent des Grund- oder Stammkapitals der anderen Gesellschaft ausmacht.

Art. 110 Abs. 1 und 2

Der Gewinnsteuersatz für die Kapitalgesellschaften und Genossenschaften wird um rund 10% gesenkt und von 9,5 auf 8,5% herabgesetzt. Übersteigt der gesamte Gewinn 50 000 Franken nicht, wird der Steuersatz für die ersten 25 000 Franken ebenfalls um rund 10% gesenkt und von 4,75 auf 4,2% herabgesetzt. Der Steuersatz für die nächsten 25 000 Franken wird im selben Verhältnis gesenkt und somit von 14,25 auf 12,8% herabgesetzt.

Art. 111

Wie bisher ist nach diesem Artikel für die Erlangung des Beteiligungsabzugs auf Dividenden entweder das Quotenkriterium, das nunmehr auch für Genussscheine zum Tragen kommt, oder das wertmässige Kriterium zu erfüllen. Beide Kriterien sollen aber neu um die Hälfte reduziert werden, so dass bei Beteiligungen von mindestens 10 Prozent (statt 20 Prozent) am Grund- oder Stammkapital oder an den Gewinnen und Reserven anderer Gesellschaften sowie für kleinere Beteiligungen, die einen Verkehrswert von mindestens einer Million (statt zwei Millionen) Franken aufweisen, Anspruch auf die Ermässigung der Gewinnsteuer im Verhältnis des Nettoertrages aus diesen Beteiligungen zum gesamten Reingewinn besteht.

Art. 112 Abs. 5 Bst. b

In Artikel 112 Abs. 5 Bst. b sind seit der Unternehmenssteuerreform 1997 die Voraussetzungen verankert, bei deren Erfüllung der Beteiligungsabzug auch auf Kapitalgewinnen gewährt wird. Dafür sind seit jeher nur das Quotenkriterium massgebend, das nunmehr auf 10 Prozent reduziert wurde, und die Besitzesdauer von mindestens einem Jahr vorgeschrieben. Die praktische Anwendung dieser kumulativen Voraussetzungen soll indes gelockert werden (vgl. Kreisschreiben der Eidgenössischen Steuerverwaltung vom 9. Juli 1998, Ziff. 2.4.2 Bst. b «Kapitalgewinne»). Wer einmal beide Voraussetzungen erfüllt hat, soll bei Teilveräusserungen den Beteiligungsabzug auch für Quoten beanspruchen können, die unter 10 Prozent liegen, sofern am Ende des Steuerjahres vor dem Verkauf das wertmässige Kriterium – Beteiligungsrechte im Verkehrswert von mindestens einer Million – für den Beteiligungsabzug auf Dividenden qualifizierte. Diese Präzisierung ist erforderlich; denn es wäre kaum erklärbar gewesen, wenn eine unter einer Million Verkehrswert liegende Beteiligung bei Veräusserung in den Genuss der Ermässigung gelangen würde, obschon sie sich im Vorjahr nicht mehr für die Ermässigung auf Dividenden qualifizierte.

Art. 113 Abs. 1 und 2

Der Gewinnsteuersatz für die Vereine, Stiftungen und übrigen juristischen Personen wird um rund 10% gesenkt und von 9,5 auf 8,5% herabgesetzt. Übersteigt der gesamte Gewinn 50 000 Franken nicht, wird der Steuersatz für die ersten 25 000 Franken ebenfalls um rund 10% gesenkt und von 4,75 auf 4,2% herabgesetzt. Der Steuersatz für die nächsten 25 000 Franken wird im selben Verhältnis gesenkt und somit von 14,25 auf 12,8% herabgesetzt.

Art. 114

Der Gewinnsteuersatz für die kollektiven Kapitalanlagen mit direktem Grundbesitz wird um rund 10% gesenkt und von 9,5 auf 8,5% herabgesetzt.

Art. 121

Der Kapitalsteuersatz für die Kapitalgesellschaften und Genossenschaften wird um rund 10% gesenkt und von 1,8 auf 1,6‰ herabgesetzt.

Art. 122 Abs. 1

Der Kapitalsteuersatz für die Vereine, Stiftungen und übrigen juristischen Personen wird um rund 10% gesenkt und von 2,85 auf 2,55‰ herabgesetzt.

Art. 130

Der Kapitalsteuersatz für die Holdinggesellschaften, Domicilgesellschaften und Stiftungen wird um rund 10% gesenkt und von 0,19 auf 0,17 ‰ herabgesetzt. Für den Teil des Kapitals, der 500 Millionen Franken übersteigt, wird der Satz von 0,09 auf 0,08 ‰ herabgesetzt.

7. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

7.1 Für den Staat

Die Änderung der Vorschriften über den Ausgleich der kalten Progression hat keine unmittelbaren finanziellen Auswirkungen. Die finanziellen Auswirkungen der Umsetzung der Unternehmenssteuerreform II und der Einführung der Abzugsfähigkeit der Mitgliederbeiträge und Zuwendungen an Parteien lassen sich nicht beziffern.

Das verbesserte Splitting hat eine Einnahmeneinbusse von 20 Millionen Franken und die Vermögenssteuersenkung eine Einnahmeneinbusse von 4 Millionen Franken zur Folge.

Die finanziellen Auswirkungen der Senkung der Gewinn- und Kapitalsteuer der Gesellschaften und der juristischen Personen belaufen sich bei der Gewinnsteuer auf 10 und bei der Kapitalsteuer auf 2 Millionen Franken.

Die gesamten finanziellen Auswirkungen dieses Gesetzesentwurfs belaufen sich also auf 36 Millionen Franken.

7.2 Für die Gemeinden und Pfarreien

Die Gemeinde- und Kirchensteuern werden auf der Grundlage der Kantonssteuern erhoben, und die finanziellen Auswirkungen für die Gemeinden belaufen sich auf etwa 28 Millionen Franken und für die Pfarreien auf 3,1 Millionen Franken, wobei die Einbusse bei den Kirchensteuern relativiert werden muss, da gewisse Steuerpflichtige diese Steuer nicht entrichten.

7.3 Für die Steuerpflichtigen

7.3.1 Einkommenssteuer

Steuersubjekt: unselbstständig erwerbstätige steuerpflichtige Person, verheiratet oder allein stehend mit Kindern und erwerbstätigem oder nicht erwerbstätigem Ehegatten.

Steuerobjekt: Erwerbseinkommen der steuerpflichtigen Person oder des Ehepaars, nach Abzug der Sozialversicherungsbeiträge (AHV/IV/EO/ALV/NBUV) und Pensionskassenbeiträge.

Berücksichtigte

Abzüge:

- Berufsauslagen: 3% des Reineinkommens, mindestens 2000 Franken und höchstens 4000 Franken;
- Abzug für Erwerbstätigkeit des Ehegatten.
- Krankenkasse: Pauschalabzug des Jahres 2010, ohne Berücksichtigung der Prämienverbilligungen.
- Betreuungskosten.
- Sozialabzüge.

Steuerfuss: die Steuern entsprechen der einfachen Kantonssteuer (100%).

<u>Einkommen</u>	<u>Steuer 2010</u>	<u>Steuer 2011</u>	<u>Differenz</u> <u>in %</u>
a) Ehepaar mit 1 Kind, Ehegatte nicht erwerbstätig			
40 000	304.50	267.65	- 12.1
60 000	1 893.80	1 759.80	- 7.1
100 000	6 329.05	5 900.30	- 6.8
150 000	12 684.20	12 024.10	- 5.2
230 000	23 986.95	23 112.95	- 3.6
b) Ehepaar mit 1 Kind (Betreuungskosten), beide Ehegatten gleiches Einkommen			
40 000	72.00	72.00	0.0
60 000	1 130.15	1 001.50	- 11.4
100 000	5 404.00	5 047.25	- 6.6
150 000	11 681.95	11 090.95	- 5.1
230 000	22 563.10	21 765.50	- 3.5
c) Ehepaar mit 2 Kindern, Ehegatte nicht erwerbstätig			
40 000	63.00	63.00	0.0
60 000	1 043.60	919.80	- 11.9
100 000	5 358.50	5 003.75	- 6.6
150 000	11 556.85	10 967.75	- 5.1
230 000	22 785.05	21 977.25	- 3.5
d) Ehepaar mit 2 Kindern (Betreuungskosten), beide Ehegatten gleiches Einkommen			
40 000	0.00	0.00	0.0
60 000	164.20	142.65	- 13.1
100 000	3 852.20	3 597.15	- 6.6
150 000	9 809.45	9 311.70	- 5.1
230 000	20 520.10	19 787.85	- 3.6

<u>Einkommen</u>	<u>Steuer 2010</u>	<u>Steuer 2011</u>	<u>Differenz in%</u>
e) Alleinstehende Person mit 1 Kind (Betreuungskosten)			
40 000	224.75	196.35	- 12.6
60 000	1 696.35	1 581.85	- 6.7
100 000	6 060.95	5 652.00	- 6.7
150 000	12 379.70	11 738.55	- 5.2
230 000	23 664.90	22 806.50	- 3.6
f) Alleinstehende Person mit 2 Kindern (Betreuungskosten)			
40 000	0.00	0.00	0.0
60 000	419.50	372.00	- 11.3
100 000	4 443.65	4 163.95	- 6.3
150 000	10 457.40	9 926.15	- 5.1
230 000	21 584.35	20 819.40	- 3.5

7.3.2 Vermögenssteuer

<u>Nettovermögen</u>	<u>Steuer 2010</u>	<u>Steuer 2011</u>	<u>Differenz in%</u>
a) Alleinstehende Person			
60 000	25.00	22.50	- 10.0
100 000	131.25	121.50	- 7.4
200 000	500.00	460.00	- 8.0
500 000	1 400.00	1 300.00	- 7.1
1 000 000	3 400.00	3 200.00	- 5.9
b) Ehepaar			
60 000	0.00	0.00	0.0
100 000	0.00	0.00	0.0
200 000	475.00	437.00	- 8.0
500 000	1 400.00	1 300.00	- 7.1
1 000 000	3 400.00	3 200.00	- 5.9

8. QUALIFIZIERTES MEHR

Nach Artikel 141 Abs. 2 Bst. b des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) (SGF 121.1) ist für die Annahme dieser Vorlage ein qualifiziertes Mehr des Grossen Rates erforderlich. Nach dieser Bestimmung muss nämlich bei Einnahmenreduktionen des Staates und der Gemeinden, die in den ersten 5 Jahren, in denen das Gesetz oder Dekret Anwendung findet, mehr als 1/8% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung ausmachen, die Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates ihre Zustimmung geben. Nach der Verordnung vom 26. Mai 2010 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung (SGF 612.21) liegt die Grenze bei 4 141 867 Franken. Konkret bedeutet das qualifizierte Mehr in diesem Fall, dass die Vorlage von mindestens 56 Grossratsmitgliedern angenommen werden muss (Art. 140 GRG).

9. WEITERE AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

Dieser Entwurf hat keine direkten personellen Auswirkungen. Er wirkt sich weder auf die Aufgabenteilung Staat–Gemeinden noch auf die nachhaltige Entwicklung aus und ist hinsichtlich der Übereinstimmung mit dem EU-Recht unproblematisch.

10. INKRAFTTRETEN

Der Staatsrat schlägt vor, das Inkrafttreten dieser Änderungen auf den 1. Januar 2011 festzusetzen.

Loi

du

modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 21 septembre 2010;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1) est modifiée comme il suit:

Art. 21 al. 3 (nouveau)

³ Le remboursement d'apports, d'agios et de versements supplémentaires effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est traité de la même manière que le remboursement du capital-actions ou du capital social.

Art. 31 al. 1

¹ Lorsque des biens immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes de ces biens peuvent être reportées sur les biens immobilisés acquis en emploi, si ces biens sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 21. September 2010;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 6. Mai 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1) wird wie folgt geändert:

Art. 21 Abs. 3 (neu)

³ Die Rückzahlung von Einlagen, Aufgeldern und Zuschüssen, die von den Inhabern der Beteiligungsrechte nach dem 31. Dezember 1996 geleistet worden sind, wird gleich behandelt wie die Rückzahlung von Grund- oder Stammkapital.

Art. 31 Abs. 1

¹ Werden Gegenstände des betriebsnotwendigen Anlagevermögens ersetzt, so können die stillen Reserven auf die als Ersatz erworbenen Anlagegüter übertragen werden, wenn diese ebenfalls betriebsnotwendig sind und sich in der Schweiz befinden. Vorbehalten bleibt die Besteuerung beim Ersatz von Liegenschaften durch Gegenstände des beweglichen Vermögens.

Art. 34 al. 1 let. i (nouvelle) et al. 3 (nouveau)

[¹ Sont déduits du revenu:]

- i) les cotisations et les versements, à concurrence d'un montant de 5000 francs, en faveur d'un parti politique, à l'une des conditions suivantes:
1. être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques;
 2. être représenté dans un Parlement cantonal;
 3. avoir obtenu au moins 3% des voix lors des dernières élections au Parlement d'un canton.

³ Un montant de 6000 francs au plus par enfant dont la garde est assurée par un tiers est déduit du revenu si l'enfant a moins de 14 ans et vit dans le même ménage que le contribuable assurant son entretien et si les frais de garde, documentés, ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable.

Art. 36 al. 1 let. g

Abrogée

Art. 37 al. 3

Remplacer «56%» par «50%».

Art. 40 al. 1 et 2

¹ Les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant le revenu des personnes physiques doivent être compensés périodiquement, mais au moins tous les trois ans, totalement ou partiellement, par une adaptation du barème et des déductions sociales.

² *Remplacer «8%» par «5%».*

Art. 34 Abs. 1 Bst. i (neu) und Abs. 3 (neu)

[¹ Von den Einkünften werden abgezogen:]

- i) die Mitgliederbeiträge und Zuwendungen bis zu 5000 Franken an politische Parteien, die:
1. im Parteienregister nach Artikel 76a des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte eingetragen sind,
 2. in einem kantonalen Parlament vertreten sind, oder
 3. in einem Kanton bei den letzten Wahlen des kantonalen Parlaments mindestens 3 Prozent der Stimmen erreicht haben.

³ Von den Einkünften werden abgezogen die nachgewiesenen Kosten, jedoch höchstens 6000 Franken, für die Drittbetreuung jedes Kindes, das das 14. Altersjahr noch nicht vollendet hat und mit der steuerpflichtigen Person, die für seinen Unterhalt sorgt, im gleichen Haushalt lebt, soweit diese Kosten in direktem kausalem Zusammenhang mit der Erwerbstätigkeit, Ausbildung oder Erwerbsunfähigkeit der steuerpflichtigen Person stehen.

Art. 36 Abs. 1 Bst. g

Aufgehoben

Art. 37 Abs. 3

Die Zahl «56%» durch «50%» ersetzen.

Art. 40 Abs. 1 und 2

¹ Bei der Einkommenssteuer der natürlichen Personen werden die Folgen der kalten Progression periodisch, mindestens aber alle drei Jahre durch eine Anpassung der Tarifstufen und der Sozialabzüge ganz oder teilweise ausgeglichen.

² *Die Zahl «8%» durch «5%» ersetzen.*

Art. 62 al. 1

¹ L'impôt sur la fortune est calculé d'après l'échelle suivante, laquelle fixe le taux selon la grandeur de la fortune imposable:

	Fr.		Fr.	
de	20 000.–	à	25 099.–	0,90‰
de	25 100.–	à	35 099.–	1,14‰
de	35 100.–	à	55 099.–	1,38‰
de	55 100.–	à	85 099.–	1,62‰
de	85 100.–	à	125 099.–	1,86‰
de	125 100.–	à	175 099.–	2,10‰
de	175 100.–	à	225 099.–	2,30‰
de	225 100.–	à	325 099.–	2,40‰
de	325 100.–	à	450 099.–	2,50‰
de	450 100.–	à	550 099.–	2,60‰
de	550 100.–	à	650 099.–	2,80‰
de	650 100.–	à	775 099.–	2,90‰
de	775 100.–	à	875 099.–	3,00‰
de	875 100.–	à	975 099.–	3,10‰
de	975 100.–	à	1 100 099.–	3,20‰
dès	1 100 100.–			3,30‰

Art. 62a al. 1

¹ Les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant la fortune des personnes physiques doivent être compensés périodiquement, mais au moins tous les trois ans, totalement ou partiellement, par une adaptation du barème et des déductions sociales.

Art. 97 al. 1 let. d

[¹ Seuls sont exonérés de l'impôt:]

Art. 62 Abs. 1

¹ Die Vermögenssteuer wird gemäss nachstehender Abstufung berechnet, wobei sich der Steuersatz nach dem gesamten steuerbaren Vermögen richtet:

	Fr.		Fr.	
von	20 000.–	bis	25 099.–	0,90‰
von	25 100.–	bis	35 099.–	1,14‰
von	35 100.–	bis	55 099.–	1,38‰
von	55 100.–	bis	85 099.–	1,62‰
von	85 100.–	bis	125 099.–	1,86‰
von	125 100.–	bis	175 099.–	2,10‰
von	175 100.–	bis	225 099.–	2,30‰
von	225 100.–	bis	325 099.–	2,40‰
von	325 100.–	bis	450 099.–	2,50‰
von	450 100.–	bis	550 099.–	2,60‰
von	550 100.–	bis	650 099.–	2,80‰
von	650 100.–	bis	775 099.–	2,90‰
von	775 100.–	bis	875 099.–	3,00‰
von	875 100.–	bis	975 099.–	3,10‰
von	975 100.–	bis	1 100 099.–	3,20‰
ab	1 100 100.–			3,30‰

Art. 62a Abs. 1

¹ Bei der Vermögenssteuer der natürlichen Personen werden die Folgen der kalten Progression periodisch, mindestens aber alle drei Jahre durch eine Anpassung der Tarifstufen und der Sozialabzüge ganz oder teilweise ausgeglichen.

Art. 97 Abs. 1 Bst. d

[¹ Von der Steuerpflicht sind nur befreit:]

d) les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, maintenir toute l'année un service d'importance nationale; les gains qui sont issus d'une activité soumise à concession et sont disponibles librement sont également exonérés de l'impôt; les exploitations annexes et les biens fonciers qui n'ont pas de relation nécessaire avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de cette exonération;

Art. 104 al. 4

⁴ Les corrections de valeur et les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations qui remplissent les conditions prévues à l'article 112 al. 5 let. b sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.

Art. 106 al. 1 et 1^{bis}

¹ Lorsque des biens immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes de ces biens peuvent être reportées sur les biens immobilisés acquis en emploi, si ces biens sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.

^{1bis} En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 10% au moins du capital-actions ou du capital social ou à 10% au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative a détenu cette participation pendant un an au moins.

Art. 110 al. 1 et 2

¹ Remplacer «9,5%» par «8,5%».

² Remplacer «4,75%» par «4,2%» et «14,25%» par «12,8%».

d) die vom Bund konzessionierten Verkehrs- und Infrastrukturunternehmen, die für diese Tätigkeit Abgeltungen erhalten oder aufgrund ihrer Konzession einen ganzjährigen Betrieb von nationaler Bedeutung aufrecht erhalten müssen; die Steuerbefreiung erstreckt sich auch auf Gewinne aus der konzessionierten Tätigkeit, die frei verfügbar sind; von der Steuerbefreiung ausgenommen sind jedoch Nebenbetriebe und Liegenschaften, die keine notwendige Beziehung zur konzessionierten Tätigkeit haben.

Art. 104 Abs. 4

⁴ Wertberichtigungen und Abschreibungen auf den Gestehungskosten von Beteiligungen, die die Voraussetzungen nach Artikel 112 Abs. 5 Bst. b erfüllen, werden dem steuerbaren Gewinn zugerechnet, soweit sie nicht mehr begründet sind.

Art. 106 Abs. 1 und 1^{bis}

¹ Werden Gegenstände des betriebsnotwendigen Anlagevermögens ersetzt, so können die stillen Reserven auf die als Ersatz erworbenen Anlagegüter übertragen werden, wenn diese ebenfalls betriebsnotwendig sind und sich in der Schweiz befinden. Vorbehalten bleibt die Besteuerung, wenn Liegenschaften durch Gegenstände des beweglichen Vermögens ersetzt werden.

^{1bis} Werden Beteiligungen ersetzt, so können die stillen Reserven auf eine neue Beteiligung übertragen werden, wenn die veräusserte Beteiligung mindestens 10% des Grund- oder Stammkapitals oder mindestens 10% des Gewinns und der Reserven der anderen Gesellschaft ausmacht und diese Beteiligung während mindestens eines Jahres im Besitz der Kapitalgesellschaft oder Genossenschaft war.

Art. 110 Abs. 1 und 2

¹ Die Zahl «9,5%» durch «8,5%» ersetzen.

² Die Zahl «4,75%» durch «4,2%» und die Zahl «14,25%» durch «12,8%» ersetzen.

Art. 111 Réduction pour participations

a) Principe

Lorsqu'une société de capitaux ou une société coopérative possède 10% au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société ou participe pour 10% au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société ou possède une participation représentant une valeur vénale d'au moins 1 million de francs, l'impôt sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice net total.

Art. 112 al. 5 let. b

[⁵ Les bénéfices en capital n'entrent dans le calcul de la réduction que:]

- b) si la participation aliénée était égale à 10% au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société ou si elle avait un droit fondé sur 10% au moins du bénéfice et des réserves d'une autre société et que la société de capitaux ou la société coopérative l'ait détenue pendant un an au moins; si la participation tombe au-dessous de 10% à la suite d'une aliénation partielle, la réduction ne peut être accordée sur chaque bénéfice d'aliénation ultérieur que si la valeur vénale des droits de participation à la fin de l'année fiscale précédant l'aliénation s'élevait à 1 million de francs au moins.

Art. 113 al. 1 et 2

¹ Remplacer «9,5%» par «8,5%».

² Remplacer «4,75%» par «4,2%» et «14,25%» par «12,8%».

Art. 114

Remplacer «9,5%» par «8,5%».

Art. 121

Remplacer «1,8‰» par «1,6‰».

Art. 122 al. 1

Remplacer «2,85‰» par «2,55‰».

Art. 111 Ermässigung für Beteiligungen

a) Grundsatz

Ist eine Kapitalgesellschaft oder eine Genossenschaft zu mindestens 10% am Grund- oder Stammkapital oder am Gewinn und an den Reserven einer anderen Gesellschaft beteiligt oder haben ihre Beteiligungsrechte einen Verkehrswert von mindestens 1 Million Franken, so ermässigt sich die Gewinnsteuer im Verhältnis des Nettoertrags aus den Beteiligungsrechten zum gesamten Reingewinn.

Art. 112 Abs. 5 Bst. b

[⁵ Kapitalgewinne werden bei der Berechnung der Ermässigung nur berücksichtigt:]

- b) wenn die veräusserte Beteiligung mindestens 10% des Grund- oder Stammkapitals einer anderen Gesellschaft betrug oder einen Anspruch auf mindestens 10% des Gewinns und der Reserven einer anderen Gesellschaft begründete und während mindestens eines Jahres im Besitz der veräussernden Kapitalgesellschaft oder Genossenschaft war. Fällt die Beteiligungsquote infolge Teilveräusserung unter 10%, so kann die Ermässigung für jeden folgenden Veräusserungsgewinn nur beansprucht werden, wenn die Beteiligungsrechte am Ende des Steuerjahres vor dem Verkauf einen Verkehrswert von mindestens 1 Million Franken hatten.

Art. 113 Abs. 1 und 2

¹ Die Zahl «9,5%» durch «8,5%» ersetzen.

² Die Zahl «4,75%» durch «4,2%» und die Zahl «14,25%» durch «12,8%» ersetzen.

Art. 114

Die Zahl «9,5%» durch «8,5%» ersetzen.

Art. 121

Die Zahl «1,8‰» durch «1,6‰» ersetzen.

Art. 122 Abs. 1

Die Zahl «2,85‰» durch «2,55‰» ersetzen.

Art. 130

Remplacer «0,19‰» par «0,17‰» et «0,09‰» par «0,08‰».

Art. 2

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 130

Die Zahl «0,19‰» durch «0,17‰» und die Zahl «0,09‰» durch «0,08‰» ersetzen.

Art. 2

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2011 in Kraft.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.